



Communiqué de presse : **Chemins de fer de Provence L'avenir du Service Public en Danger !**



Depuis 2019 le tunnel de Moriez, suite à un grave accident est fermé.

Depuis, le conseil régional, propriétaire de la ligne, se trouve dans l'incapacité de fournir un plan de travaux et une date de réouverture. Pire, il multiplie les actes visant à supprimer les dessertes de substitution.

Cette suppression engendrant de fait l'éventualité d'un déplacement des personnels pour une durée indéterminée. Cette éventualité due, pour le moins que l'on puisse dire, à l'inertie du conseil régional, n'est pas acceptable.

Les municipalités de la ligne se sont emparées de ce problème et des motions et pétitions ont été signées massivement.

Les représentants du Conseil Régional ont semblé s'offusquer de cette démarche sans pour autant y apporter de réponses concrètes.

On peut donc s'interroger sur la volonté réelle du Conseil régional de répondre aux besoins de la population. La communication d'un label environnemental « La COP d'AVANCE » est bien, mais dans les faits on renvoi la population vers les véhicules personnels.

La différence entre le discours et les actes, surtout que d'autres faits et discours inquiètent les populations ! Le manque de réaction à la proposition du Maire de Nice de dépecer la ligne en récupérant le bas à son profit au détriment du service public interroge !

Même si le service public ne semble pas constituer la priorité de la gestion régionale, plus ancrée sur la redistribution aux entreprises, on aurait pu penser que l'intérêt général prévale, pour une fois, dans ce dossier.

Il est temps que la raison l'emporte ! Pour cela il est nécessaire de renouer avec la confiance, par un certain nombre d'actes :

- Une expertise publique des travaux à réaliser dans le Tunnel et plan de réalisation en urgence de ces derniers.
- Un suivi avec les Organisations syndicales et les Maires de la vallée.
- Le maintien total de l'offre, notamment ferroviaire, sur les parties en service.
- Le maintien des personnels sur leur lieu d'emploi actuel.
- Une table ronde actant le calendrier de réouverture et le futur plan de transport.

Les personnels légitimement inquiets, en grève à partir du 04 juin, et tous dimanches et lundis qui suivent, attendent des réponses et des actes concrets de la part de l'exécutif régional.